



African Economic Outlook 2009

Summary in French

Perspectives économiques de l'Afrique 2009

Résumé en français

Perspectives économiques de l'Afrique 2009 en 60 secondes

Introduction

Après cinq années de forte croissance, les perspectives économiques et politiques de l'Afrique sont assombries par la récession mondiale. L'édition 2009 des *Perspectives économiques de l'Afrique*, en s'appuyant sur un cadre macro-économique transnational, permet d'analyser et de comprendre en profondeur la nature des économies africaines dans le contexte de la crise actuelle et au-delà. Elle s'intéresse également tout particulièrement à l'usage innovant des technologies de l'information et de la communication (TIC) en tant que moteur de la croissance.

Quelles sont les conséquences de la crise pour l'Afrique ?

Les premiers effets se feront sentir à travers les échanges, suite à la baisse du cours des matières premières (industries extractives ou non) et à la chute de la demande des pays développés. À dire vrai, nombre des nouvelles industries d'Afrique subsaharienne reposant sur l'exportation sont menacées d'effondrement. D'après les prévisions, les envois de fonds des travailleurs émigrés, les crédits commerciaux et les investissements directs étrangers (IDE) vont également se tarir, faisant peser une lourde menace sur la viabilité de la balance des paiements. Néanmoins, la réorientation des échanges en direction des marchés émergents, les réformes macro-économiques prudentes et les initiatives d'allègement de la dette ont placé l'Afrique dans une meilleure position pour affronter la crise.

Quelles solutions s'offrent aux gouvernements africains pour atténuer ces conséquences ?

Les États doivent promouvoir la croissance intérieure par une augmentation des investissements intérieurs et de la consommation. L'une des stratégies envisageables consiste à adopter des politiques fiscales durables favorisant l'augmentation des recettes et l'émergence d'un environnement attractif pour les investisseurs. Une autre consiste à lever les obstacles limitant la croissance du secteur privé intérieur. À cet égard, les TIC peuvent jouer un rôle majeur, dans la mesure où elles permettent de réduire les coûts et de surmonter les contraintes habituellement liées aux infrastructures.

Quelles sont les conséquences prévisibles en matière sociale et politique ?

L'aggravation des difficultés économiques provoque une augmentation du risque de crise politico-sociale, notamment dans les États fragiles, comme l'on démontré les « émeutes de la faim » de 2007. Cependant, les faits montrent que certains gouvernements ont choisi de maintenir l'ordre public sans pour autant pratiquer l'autoritarisme. Le défi consistera à maintenir cette politique dans un contexte de baisse des recettes publiques et de soutien incertain des pays donateurs. L'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la transparence à travers des consultations électorales régulières et des réformes de l'administration peuvent également constituer des solutions alternatives.

Comment les pays africains peuvent-ils se positionner au mieux pour profiter de la reprise future ?

Pendant la crise, les gouvernements doivent préserver les avancées réalisées ces dernières années en poursuivant les réformes structurelles, le développement des infrastructures et la lutte contre la pauvreté. Ils devront le faire tout en maintenant sous contrôle les fondamentaux macro-économiques (allègement de la dépense publique, dépréciation du taux de change réel pour rétablir la compétitivité, maîtrise de l'inflation). De leur côté, les pays donateurs doivent revoir à la hausse leurs engagements en matière d'aide publique au développement et utiliser l'aide de manière efficace et contracyclique.

Le saviez-vous ?

- L'Afrique a été la première région du monde à proposer des services d'itinérance mobile gratuits entre différents pays.
- Le taux de rendement des IDE est plus élevé en Afrique que dans n'importe quelle autre région du monde en développement.
- Dans plus de la moitié des pays d'Afrique, les recettes fiscales représentent moins de 20 % du PIB, contre 36 % dans les pays de l'OCDE.

© OCDE 2009

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE
www.oecd.org/bookshop/

Pour plus d'information, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE,
Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par
fax au +33 (0)1 45 24 13 91

Service des Droits et traduction de l'OCDE
2, rue André-Pascal
75116 Paris
France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights/

